

Rapport sur les Résultats 2019

Une élève de cinquième année remet sa réponse à un problème de mathématiques à l'enseignant de l'école primaire Phonsivilay, district de Meun, RDP lao.

Crédit photo: GPE/Kelley Lynch



CHAPITRE

2

Équité, égalité des genres
et inclusion dans l'accès
à l'éducation

APERÇU DES RÉSULTATS

IMPACT

BUT 1

Des résultats d'apprentissage meilleurs et plus équitables

#2

Pourcentage d'enfants de moins de cinq ans en bonne voie de développement.

-

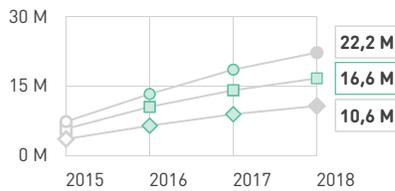
*13 pays pour lesquels des données sont disponibles.

BUT 2

Renforcement de l'équité, de l'égalité des sexes et de l'inclusion

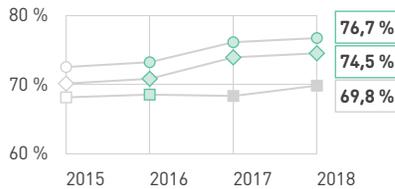
#3

22,2 millions d'enfants ont bénéficié d'une aide du GPE.



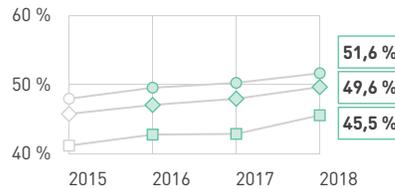
#4a

76,7 % des enfants ont achevé le cycle d'enseignement primaire.



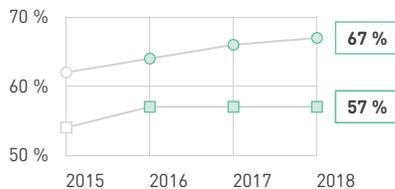
#4b

51,6 % des enfants ont achevé le premier cycle d'enseignement secondaire.



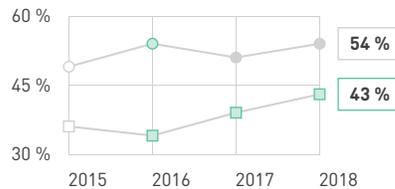
#5a

67 % des PDP se situaient dans les seuils limites de l'indice de parité entre les sexes concernant les taux d'achèvement pour le primaire.



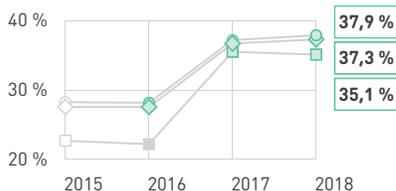
#5b

54 % des PDP se situaient dans les seuils limites de l'indice de parité entre les sexes concernant les taux d'achèvement pour le premier cycle du secondaire.



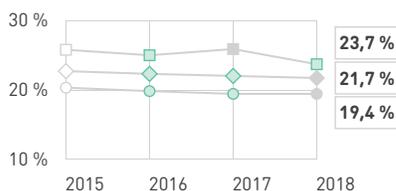
#6

37,9 % des enfants étaient inscrits dans l'enseignement préscolaire.



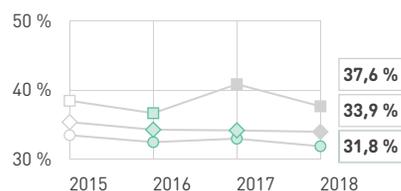
#7a

19,4 % des enfants en âge de fréquenter l'école primaire n'étaient pas scolarisés.



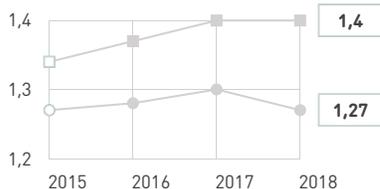
#7b

31,8 % des enfants en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire n'étaient pas scolarisés.



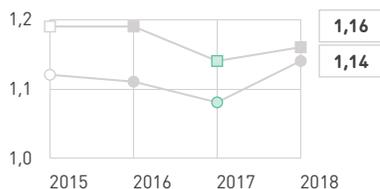
#8a

Le taux de non-scolarisation des filles en âge de fréquenter l'école primaire était 1,27 fois supérieur à celui des garçons.



#8b

Le taux de non-scolarisation des filles en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire était 1,14 fois supérieur à celui des garçons.



#9

L'indice d'équité enregistre une amélioration dans 63 % des pays.



PRINCIPAUX RÉSULTATS

> **Les taux d'achèvement s'améliorent**, avec une estimation de 4,9 millions d'enfants en plus achevant l'enseignement primaire et 2,6 millions en plus achevant le premier cycle du secondaire par rapport à l'année précédente. **Dans les pays touchés par la fragilité et les conflits, le taux d'achèvement du primaire accuse encore du retard mais des progrès sont constatés.**

> **La parité entre les filles et les garçons qui achèvent leurs études s'améliore mais reste difficile à atteindre dans le premier cycle du secondaire.** La proportion de pays en développement partenaires atteignant ou s'approchant de la parité entre les sexes dans les taux d'achèvement est passée à plus des deux tiers pour l'enseignement primaire, et à bien plus de la moitié pour le premier cycle du secondaire.

> **Même si de grandes disparités subsistent entre les plus riches et les plus pauvres, et entre les enfants des zones urbaines et ceux des zones rurales, celles-ci tendent à se réduire.** Par exemple, dans les pays touchés par la fragilité et les conflits, 42 enfants des zones rurales ont achevé le premier cycle

du secondaire contre 100 enfants des zones urbaines en 2018, alors que ce chiffre était de 39 en 2017.

> **Un trop grand nombre d'enfants ne sont toujours pas scolarisés.** Un jeune enfant sur cinq n'est pas scolarisé dans l'enseignement primaire, et cela n'a pas évolué cette année. Près d'un enfant sur trois n'est pas scolarisé dans le premier cycle du secondaire, mais ce nombre a diminué de plus de 3 % au cours de l'année dernière.

> Il est estimé que 22,2 millions d'élèves ont bénéficié de financements du GPE : 20,2 millions dans l'enseignement primaire et 2 millions dans le premier cycle du secondaire. **Le GPE dépasse son objectif dans les pays touchés par la fragilité et les conflits de plus de 45 % : un reflet de l'engagement du GPE à agir en priorité dans ces pays.**

> Les financements de mise en œuvre du GPE qui étaient en cours en juin 2018 ont permis d'allouer **plus de 372,8 millions de dollars à des activités favorisant spécifiquement l'équité, l'égalité des genres et l'inclusion.**

Équité, égalité des genres et inclusion dans l'accès à l'éducation

Le renforcement de l'équité, de l'égalité des genres et de l'inclusion dans l'accès à l'éducation est au cœur de la mission du Partenariat mondial pour l'éducation et correspond à son but stratégique 2. Dans le monde, en 2016, 71 % des 62,2 millions d'enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'enseignement primaire et 59 % des 60,7 millions d'enfants non scolarisés en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire vivent dans des pays en développement partenaires¹. Les enfants issus des ménages les plus pauvres, vivant dans des zones rurales et dans des pays touchés par la fragilité et les conflits, sont encore plus susceptibles d'être laissés de côté, de même que les filles dans de nombreux pays. La marginalisation reposant sur le statut socioéconomique, le genre, l'origine ethnique, la langue, la religion, le handicap et la zone de résidence est source d'inégalités dans l'éducation. Le présent chapitre se concentre sur les progrès et les difficultés d'un accès équitable à l'école, en mettant plus particulièrement l'accent sur le genre et les pays touchés par la fragilité et les conflits². Les progrès en matière d'achèvement de l'enseignement primaire et du premier cycle du secondaire, ainsi que la réduction des taux de non-scolarisation, constituent les principaux éléments sur lesquels reposent ces analyses de l'équité, et l'accès à la protection et à l'éducation de la petite enfance est également examiné³. Ce chapitre aborde par ailleurs le soutien du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) à l'équité dans l'éducation de base, y compris en ce qui concerne les enfants handicapés.

2.1. Équité dans l'achèvement de l'éducation de base

TAUX D'ACHÈVEMENT Indicateur 4

Des progrès appréciables ont été réalisés sur les taux d'achèvement du primaire et du premier cycle du secondaire (indicateur 4), les jalons étant dépassés pour pratiquement tous les indicateurs, ce qui montre que la proportion d'enfants finissant l'enseignement primaire et le premier cycle du sec-

ondaire augmente fortement (figures 2.1.a et 2.1.b)⁴. Les progrès sont inférieurs au jalon fixé pour l'enseignement primaire dans les PFC.

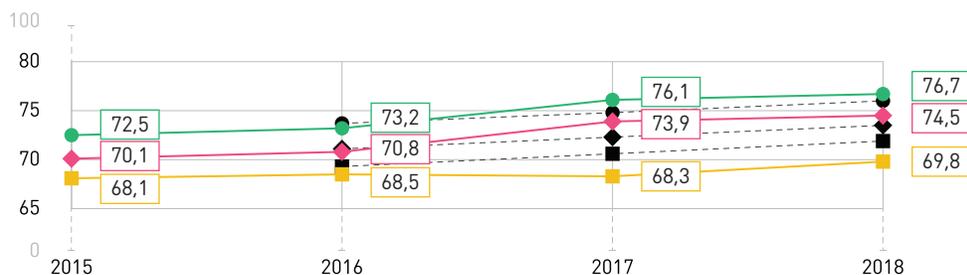
Comme le montre la figure 2.2., l'ensemble des pays qui n'ont pas atteint les jalons fixés pour leurs taux d'achèvement en 2018 se trouvent en Afrique subsaharienne, à l'exception de Djibouti, ce qui souligne la nécessité de redoubler les efforts visant à soutenir les PDP dans cette région afin que davantage d'enfants puissent intégrer l'école et que l'abandon scolaire y soit réduit. Les taux sont particulièrement bas au Malawi, au Mozambique, au

1. Compilation du GPE effectuée à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (base de données), Montréal, <http://uis.unesco.org/fr>.
2. Pour le GPE, l'équité inclut des objectifs plus généraux en ce qui concerne l'accès à l'école pour tous les enfants et l'achèvement de leur scolarité, et non le simple fait de répartir équitablement l'accès, les ressources et les résultats. Non seulement les enfants à qui l'on refuse un cycle complet d'éducation de qualité sont-ils plus susceptibles d'appartenir à des groupes défavorisés, mais ce refus d'accès est en soi une forme de marginalisation. C'est pourquoi le GPE cherche à s'assurer que davantage d'enfants bénéficient d'opportunités d'éducation, et que tous bénéficient des mêmes opportunités.
3. Les données pour les jalons 2018 proviennent généralement de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) et correspondent à l'année scolaire 2015/2016, si bien qu'il y a un décalage de deux ans.
4. Pour en savoir plus sur la méthodologie employée pour chaque indicateur, remplacer X par le numéro de l'indicateur dans le lien suivant : <https://www.globalpartnership.org/content/methodology-sheet-gpe-result-indicator-X>.

FIGURE 2.1.

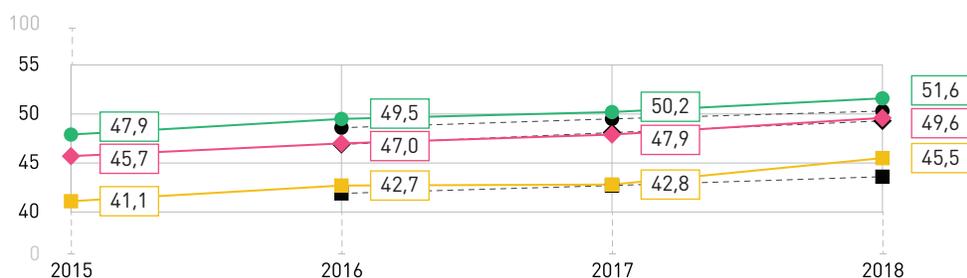
A: LES TAUX D'ACHÈVEMENT DU PRIMAIRE AUGMENTENT, QUOIQUE LENTEMENT DANS LES PFC.

Proportion d'enfants qui terminent l'enseignement primaire



B: LES TAUX D'ACHÈVEMENT DU PREMIER CYCLE DU SECONDAIRE AUGMENTENT POUR TOUS LES ENFANTS

Proportion d'enfants qui terminent le premier cycle du secondaire



Total ●
 PFC ■
 Filles ◆

Source

Compilation du GPE effectuée à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (base de données), Montréal, <http://uis.unesco.org/fr> (2018).

Niger, en République centrafricaine et au Tchad. Parallèlement, le Niger améliore nettement son taux d'achèvement du primaire ces dernières années, de même que Djibouti et la Côte d'Ivoire, tandis que la Tanzanie et Sao Tomé-et-Principe perdent du terrain⁵. En ce qui concerne l'achèvement du premier cycle du secondaire, le Timor-Leste, la République démocratique populaire (RDP) lao et le Burundi réalisent d'importants progrès, tandis que la Tanzanie connaît un certain déclin⁶. Dans l'ensemble, sur les 19 PDP dont les données sont inférieures au jalon fixé pour l'achèvement du primaire, sept se sont améliorés de plus d'un point de pourcentage et six ont régressé de plus d'un point de pourcentage depuis 2015, année de référence⁷. Sur les 20 PDP

dont les données sont inférieures au jalon fixé pour l'achèvement du premier cycle du secondaire, sept se sont améliorés de plus d'un point de pourcentage et trois ont régressé de plus d'un point de pourcentage depuis 2015, année de référence⁸.

Tandis que, en moyenne, les filles sont encore défavorisées dans l'achèvement du primaire et du premier cycle du secondaire (figures 2.1.a et 2.1.b), les deux taux d'achèvement s'améliorent pour les filles presque exactement au même rythme que ceux des garçons. Cela signifie que, même si les filles ne sont pas en retard dans l'amélioration des taux d'achèvement, les disparités entre les genres ne se réduisent pas. Les filles des PFC sont

5. Le calcul relatif à l'achèvement du primaire n'inclut pas l'Afghanistan, le Bangladesh, le Congo, la Guinée-Bissau, le Guyana, Haïti, le Nicaragua, le Nigéria, la Somalie et le Soudan du Sud, qui n'avaient pas de données pour la période 2013-2016.

6. Le calcul relatif à l'achèvement du premier cycle du secondaire n'inclut pas la Guinée-Bissau, le Guyana, Haïti, la Mongolie, le Nicaragua, le Nigéria, la Somalie et le Soudan du Sud, qui n'avaient pas de données pour la période 2013-2016.

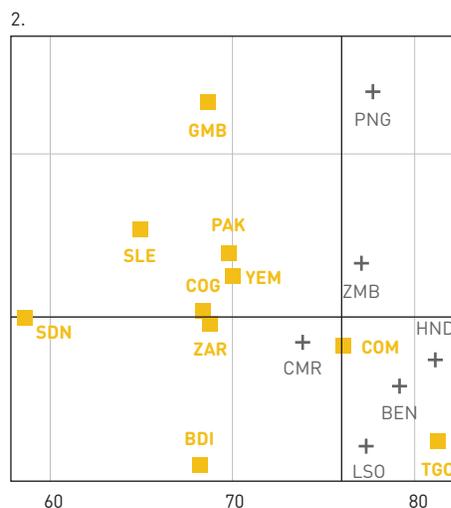
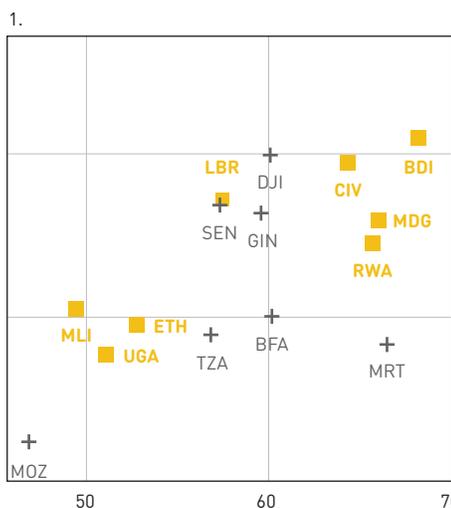
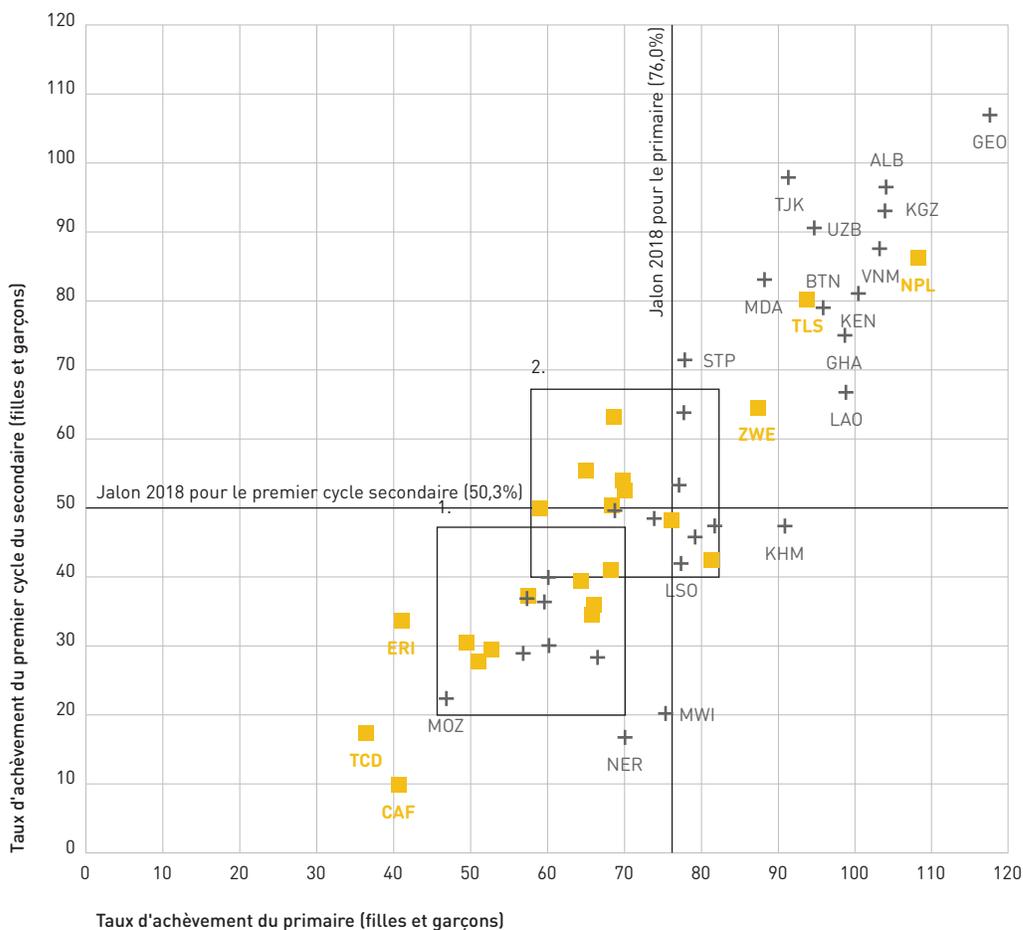
7. Compilation du GPE effectuée à partir des données de l'ISU pour 2018 par rapport à l'année de référence (2015). Dans ce groupe, les taux d'achèvement du primaire de quatre PDP sont restés dans la limite d'un point de pourcentage par rapport à leurs valeurs de référence, et deux n'avaient pas de données de référence permettant la comparaison.

8. Compilation du GPE effectuée à partir des données de l'ISU pour 2018 par rapport à l'année de référence (2015). Dans ce groupe, les taux d'achèvement du primaire de six PDP sont restés dans la limite d'un point de pourcentage par rapport à leurs valeurs de référence, et quatre n'avaient pas de données de référence permettant la comparaison.

FIGURE 2.2.

LES PROGRÈS VARIENT SELON LES PAYS EN CE QUI CONCERNE LES TAUX D'ACHÈVEMENT DU PRIMAIRE ET DU PREMIER CYCLE DU SECONDAIRE.

Taux d'achèvement du primaire et du premier cycle du secondaire pour chaque PDP



Source
 Compilation du GPE effectuée à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (base de données), Montréal, <http://uis.unesco.org/fr> [dernières données disponibles 2016-2012]. Les origines sont les jalons fixés pour 2018 [axe des x : 76,0 %, axe des y : 50,3 %].

Note
 L'absence de données pour le Nigéria et le Bangladesh, deux des pays en développement partenaires les plus peuplés du GPE, modifie les moyennes.
 Les codes des pays se trouvent page 7.

+ Non-PFC ■ PFC

particulièrement défavorisées dans l'achèvement du premier cycle du secondaire : à 41,2 %, elles sont très en dessous de la moyenne pour l'ensemble des enfants des PFC et de la moyenne pour l'ensemble des filles dans tous les pays en 2018 (voir la figure 2.1.b pour comparaison)⁹.

PARITÉ ENTRE LES GENRES DANS LES TAUX D'ACHÈVEMENT Indicateur 5

Un autre moyen de mesurer les progrès sur l'égalité des genres est l'indice de parité entre les genres, qui montre la situation des filles par rapport aux garçons sur un indicateur donné, par exemple les taux d'achèvement. L'indicateur 5 comptabilise le nombre de pays dont les indices de parité entre les genres pour les taux d'achèvement restent dans les limites de 10 % de la fourchette acceptée pour la parité entre les genres¹⁰.

La proportion de PDP proches de la parité entre les genres en ce qui concerne l'achèvement de la scolarité a atteint le jalon fixé pour l'enseignement primaire en 2018, mais elle stagne dans les PFC depuis 2016 (figure 2.3.a). Inversement, le rythme des progrès dans les PFC en ce qui concerne la parité entre les genres pour l'achèvement du premier cycle du secondaire semble surpasser celui d'autres PDP (figure 2.3.b), en grande partie parce que les avancées pour les filles dans les pays hors PFC sont plus susceptibles de produire un léger avantage en faveur des filles qu'elles ne le sont dans les PFC¹¹.

En examinant la parité entre les genres dans les taux d'achèvement des PDP au cas par cas (figure 2.4.), deux tendances émergent de façon marquée. Tout d'abord, l'indice de parité entre les genres pour l'achèvement du primaire dans un pays donné tend à rester relativement constant jusqu'au premier cycle du secondaire, mais les cas de désavantage des filles tendent à s'accroître — de façon très importante dans des pays tels que la République démocratique du Congo ou le Burundi. Ensuite, tandis

qu'on observe une mauvaise performance des garçons dans quelques pays, elle n'est ni si fréquente ni, en général, si grave que les cas de désavantage des filles. Tandis qu'un certain nombre de PDP ne sont pas loin d'atteindre le jalon fixé pour la parité entre les genres, d'autres constituent une source de grande inquiétude, en particulier la Guinée, le Lesotho, la République centrafricaine et le Tchad, qui ne sont pas dans les limites du tableau de la figure 2.4.

L'INDICE D'ÉQUITÉ : TAUX D'ACHÈVEMENT DU PREMIER CYCLE DU SECONDAIRE PAR GENRE, ZONE DE RÉSIDENCE ET RICHESSE Indicateur 9

L'indicateur 9 du cadre de résultats du GPE suit les résultats annuels des PDP en ce qui concerne l'indice d'équité et prend note du fait qu'un grand nombre d'entre eux se sont améliorés d'au moins 10 % depuis 2010. L'indice d'équité offre une mesure de l'équité dans les taux d'achèvement du premier cycle du secondaire dans 59 PDP ayant des données disponibles, en calculant la moyenne des trois indices de parité : les filles par rapport aux garçons, les zones rurales par rapport aux zones urbaines et les 20 % des ménages les plus pauvres par rapport aux 20 % des ménages les plus riches¹². En combinant ces trois mesures, l'indice d'équité contribue à déterminer si l'ensemble des enfants d'un pays donné bénéficient des mêmes chances de recevoir un cycle complet d'éducation de base.

L'indice d'équité dans tous les PDP a continué à augmenter régulièrement, et un certain nombre de PDP ont dépassé le jalon fixé pour 2018 (figure 2.5.a). Les progrès dans les PFC étaient similaires ou légèrement supérieurs à ceux des pays hors PFC pour chacune des trois composantes de l'indice, tandis que les valeurs demeurent plus faibles pour l'ensemble de ces composantes dans les PFC (figure 2.5.b).

9. Compilation du GPE effectuée à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (base de données), Montréal, <http://uis.unesco.org/fr> (2018).

10. Un indice de parité entre les genres divise les résultats des filles par les résultats des garçons pour obtenir un ratio tel que, plus il est proche de 1, plus les résultats sont similaires pour les filles et les garçons. L'indicateur 5 utilise le seuil de 0,877-1,123, qui représente le fait de rester dans les limites de 10 % de la fourchette acceptée pour la parité entre les genres de 0,97-1,03. Le calcul du nombre de pays dans cette fourchette plus large offre davantage d'informations utiles sur les progrès en matière de parité dans tout le partenariat.

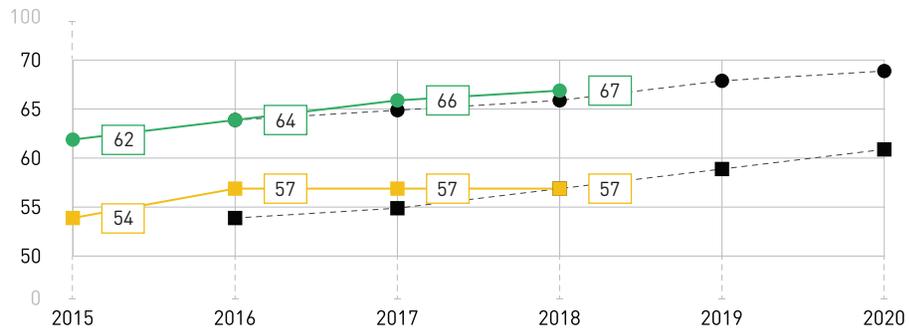
11. Ceci peut être dû en partie à un phénomène par lequel des systèmes éducatifs renforcés peuvent être liés à des taux d'achèvement plus élevés pour les filles : davantage de pays hors PFC poussent les filles à achever le premier cycle du secondaire, au point que les filles dépassent les garçons de plus de 1,12 contre 1. Voir Psaki, McCarthy et Mensch, « Measuring Gender Equality in Education: Lessons from Trends in 43 Countries », UNESCO, *Gender Review: Creating Sustainable Futures for All*, Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2016.

12. Chaque composante de l'indice d'équité divise toujours les taux du groupe plus défavorisé par ceux du groupe favorisé : dans les rares pays où un nombre plus important de filles que de garçons termine le premier cycle du secondaire, par exemple, les taux des garçons sont divisés par ceux des filles. De cette façon, contrairement aux indices traditionnels de parité entre les genres utilisés ailleurs dans ce chapitre, l'indice de parité ne dépasse jamais 1. Aucun PDP du GPE n'affiche de taux d'achèvement du premier cycle du secondaire pour les enfants les plus pauvres qui soient supérieurs à ceux des plus riches, et aucun PDP n'a communiqué de taux plus élevés pour les enfants des zones rurales depuis 2006. (Seuls l'Albanie, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan avaient communiqué des taux légèrement plus élevés pour les enfants des zones rurales, respectivement en 2005, 2005 et 2006). Compilation du GPE effectuée à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (base de données), Montréal, <http://uis.unesco.org/fr>, et de la base de données WIDE, <https://www.education-inequalities.org>.

FIGURE 2.3.

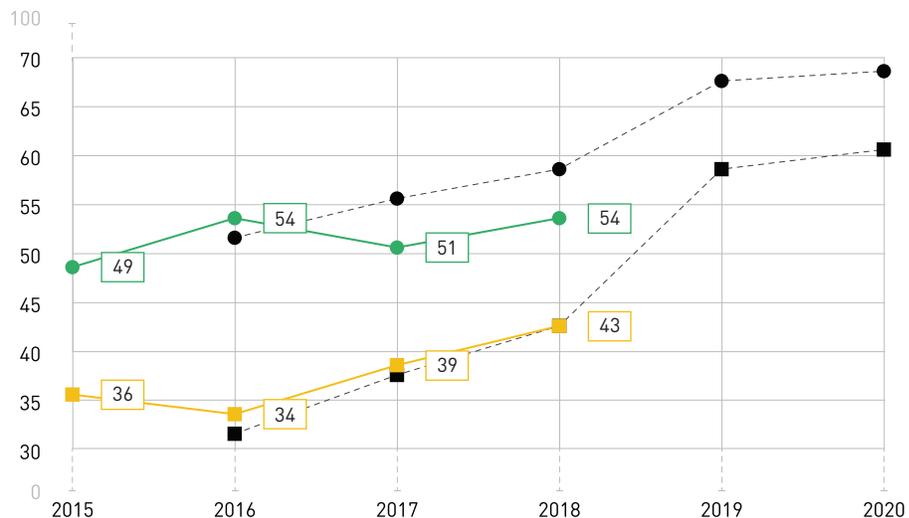
A: LA PARITÉ ENTRE LES GENRES DANS L'ACHÈVEMENT DU PRIMAIRE ATTEINT LES JALONS.

Proportion de PDP du GPE dans les limites fixées pour l'indice de parité entre les genres en ce qui concerne les taux d'achèvement de l'enseignement primaire



B: LA PARITÉ ENTRE LES GENRES DANS L'ACHÈVEMENT DU PREMIER CYCLE DU SECONDAIRE AUGMENTE PLUS RÉGULIÈREMENT DANS LES PFC.

Proportion de PDP du GPE dans les limites fixées pour l'indice de parité entre les genres en ce qui concerne les taux d'achèvement du premier cycle du secondaire



Source
Compilation du GPE basée sur les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (base de données), Montréal, <http://www.uis.unesco.org/fr>.

Note
La valeur de référence a été exclue pour ajuster les projections.

Total ● Réel ●
PFC ■ Réel ■

Tandis que le rythme général des progrès est positif, l'indice d'équité illustre également à quel point les disparités actuelles demeurent considérables : dans les PFC, par exemple, les enfants issus des 20 % de ménages les plus riches ont cinq fois plus de chances de terminer le premier cycle du secondaire par rapport aux enfants des 20 % de ménages les plus pauvres. Ces données font écho aux conclusions des récentes évaluations na-

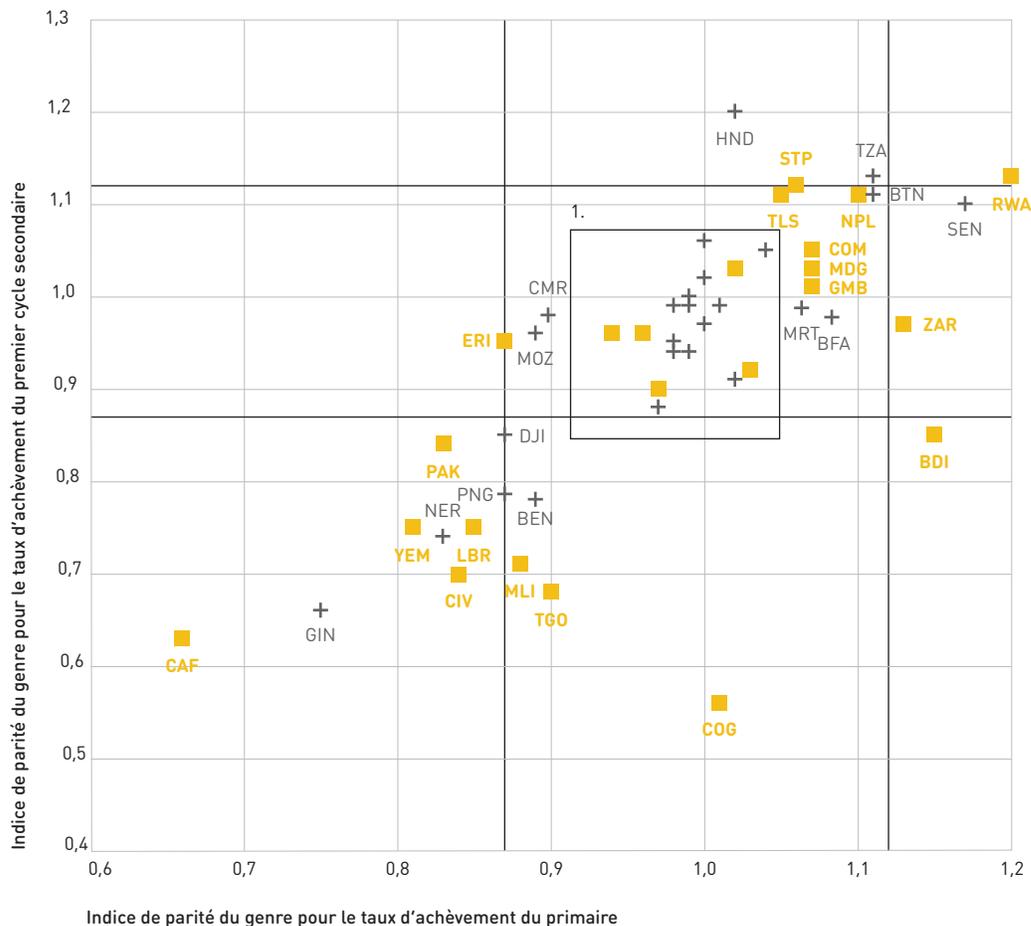
tionales, qui décrivent « des preuves d'améliorations dans les pays, mais aussi d'inégalités persistantes en fonction du genre, du niveau de revenu et de la zone de résidence des élèves » en ce qui concerne l'accès à l'éducation de base¹³.

13. Universalis, *GPE Country-level Evaluations – Synthesis Report: Financial Year 2018*, p. 84.

FIGURE 2.4.

LES PROGRÈS VARIENT SELON LES PAYS EN CE QUI CONCERNE LA PARITÉ ENTRE LES GENRES DANS L'ACHÈVEMENT DE LA SCOLARITÉ.

Indices de parité entre les genres pour les taux d'achèvement du primaire et du premier cycle du secondaire dans chaque PDP



1.



+ Non-PFC

■ PFC

Source

Compilation du GPE effectuée à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (base de données), Montréal, <http://uis.unesco.org/fr> (dernières données disponibles 2016-2012). Les seuils représentés (0,88-1,22) signalent un résultat à 10% de la parité de genre.

Note

Le Lesotho (respectivement 1,22 et 1,45 pour le primaire et le premier cycle du secondaire) et le Tchad (0,64 et 0,42) ne sont pas représentés. Les codes des pays se trouvent page 7.

Ces disparités sont d'autant plus criantes lorsqu'elles se combinent et, dans la majorité des pays, les filles des zones rurales appartenant aux ménages les plus pauvres sont les plus en retard. Néanmoins, l'ampleur des disparités peut varier fortement d'un pays à l'autre. La **figure 2.6.** illustre ces variations en ce qui concerne les taux d'achèvement du primaire des filles selon leur niveau de richesse et leur zone de résidence dans les PDP. Elle souligne ainsi les différences en particulier au milieu du graphique, des pays comme le Nicaragua et le Honduras affichant des niveaux plus élevés de parité et des pays comme le Cameroun et le Mozambique affichant de fortes disparités.

Étant donné que les enfants plus marginalisés se voient interdits d'accès à l'école ou contraints d'abandonner, ce sont les enfants les plus avantagés sur le plan socioéconomique qui — paradoxalement — finissent par capter l'essentiel des dépenses publiques consacrées à l'éducation, car ils sont en mesure de poursuivre leur scolarité¹⁴. Ce schéma est particulièrement prononcé dans les pays à faible revenu, où 46 % des ressources publiques vont aux 10 % d'élèves les plus éduqués, qui font généralement aussi partie des plus riches — contre

26 % des ressources dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 13 % dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et dans les pays à revenu élevé¹⁵. Il s'agit d'une des nombreuses raisons pour lesquelles l'efficacité, l'équité et l'efficacéité sont interdépendantes dans le cas de systèmes éducatifs renforcés, et c'est pour cela que le GPE poursuit ces objectifs parallèlement à son appui au renforcement des systèmes.

2.2. Enfants non scolarisés

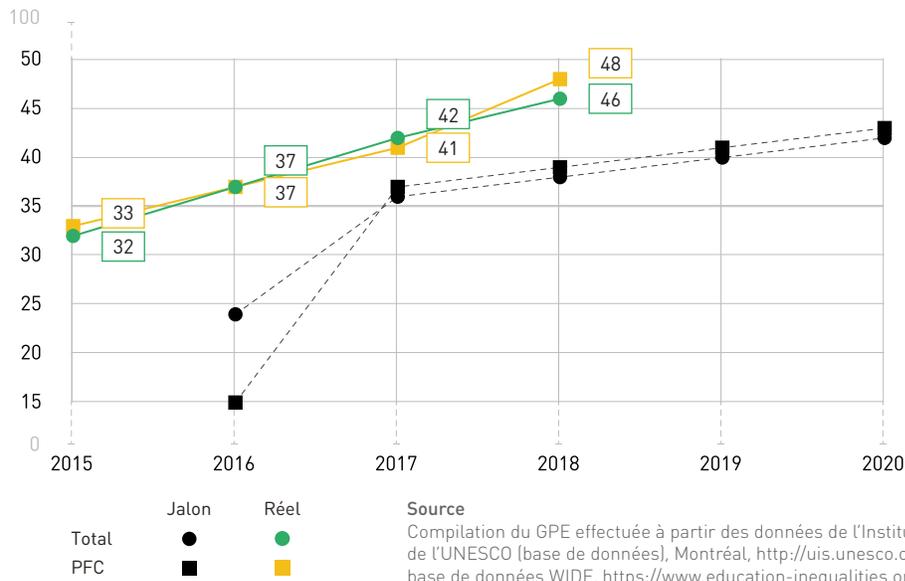
TAUX DE NON-SCOLARISATION Indicateur 7

L'indicateur 7 suit la proportion a) des enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire et b) des enfants en âge d'être scolarisés dans le premier cycle du secondaire qui ne sont pas scolarisés, en s'appuyant sur les taux de non-scolarisation¹⁶. Malgré les progrès, aucun des jalons fixés pour 2018 n'a été atteint, quel que soit le groupe choisi — filles, enfants des PFC et enfants dans l'ensemble — (figure 2.7.a et 2.7.b).

FIGURE 2.5

A: L'INDICE D'ÉQUITÉ MONTRE DES AMÉLIORATIONS RÉGULIÈRES.

Proportion de PDP du GPE dont l'indice d'équité a augmenté d'au moins 10 % depuis 2010



14. Sur la base des données de l'IIPE-Pôle de Dakar, 2000-2017.

15. UNICEF, *The Investment Case for Education and Equity* ; Ilie et Rose, « Is Equal Access to Higher Education in South Asia and Sub-Saharan Africa Achievable by 2030? »

16. Les taux de non-scolarisation suivent le nombre d'enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire qui ne vont pas à l'école, en proportion de tous les enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire ; de même pour le premier cycle du secondaire.

FIGURE 2.5

B: LES INDICES DE PARITÉ DE CHAQUE COMPOSANTE MONTRENT DES AMÉLIORATIONS CONTINUES.

Indices de parité dans tous les PDP du GPE en fonction du genre, de la zone de résidence et de la richesse



Dans tous les pays en développement partenaires du GPE, en moyenne, on observe qu'un plus grand nombre de filles ne sont pas scolarisées dans le primaire ou dans le premier cycle du secondaire par rapport aux garçons, et les taux de filles non scolarisées dans le premier cycle du secondaire stagnent depuis trois ans. Cela signifie que les filles sont plus en retard que les garçons dans l'accès au premier cycle du secondaire. De même, les taux d'enfants des PFC non scolarisés dans le premier cycle du secondaire s'améliorent de façon irrégulière, et les PDP figurant dans le quart inférieur gauche de la figure 2.8. sont plus particulièrement confrontés à des difficultés.

En ce qui concerne les progrès par rapport à l'année de référence, la Côte d'Ivoire a considérablement amélioré son taux de non-sco-

larisation primaire. Le Burkina Faso, la Gambie et le Pakistan ont eux aussi fortement amélioré leurs résultats, tandis que le Timor-Leste a nettement plus d'enfants non scolarisés dans le primaire. En ce qui concerne les taux de non-scolarisation dans le premier cycle du secondaire, le Timor-Leste a cependant réalisé de nets progrès, de même que la République kirghize, tandis que le Honduras et la Mauritanie ont davantage d'enfants non scolarisés dans le premier cycle du secondaire. Dans l'ensemble, sur les quatorze PDP dont les données n'atteignent pas le jalon fixé pour 2018 en ce qui concerne le taux de non-scolarisation primaire, six se sont améliorés de plus d'un point de pourcentage et trois ont régressé de plus d'un point de pourcentage par rapport à 2015, année de référence¹⁷. Sur les neuf PDP dont les données n'atteignent pas le jalon fixé pour 2018 en ce qui concerne

17. Compilation du GPE effectuée à partir des données de l'ISU pour 2018 par rapport à l'année de référence (2015). Dans ce groupe, les taux d'achèvement du primaire de trois PDP sont restés dans la limite d'un point de pourcentage par rapport à leurs taux de non-scolarisation primaire de référence, et deux n'avaient pas de données de référence permettant la comparaison.

FIGURE 2.6.

L'AMPLEUR DU DÉSAVANTAGE SUBI VARIE D'UN PAYS À L'AUTRE.

Taux d'achèvement du primaire pour les filles des zones urbaines appartenant au quintile le plus riche et pour les filles des zones rurales appartenant au quintile le plus pauvre

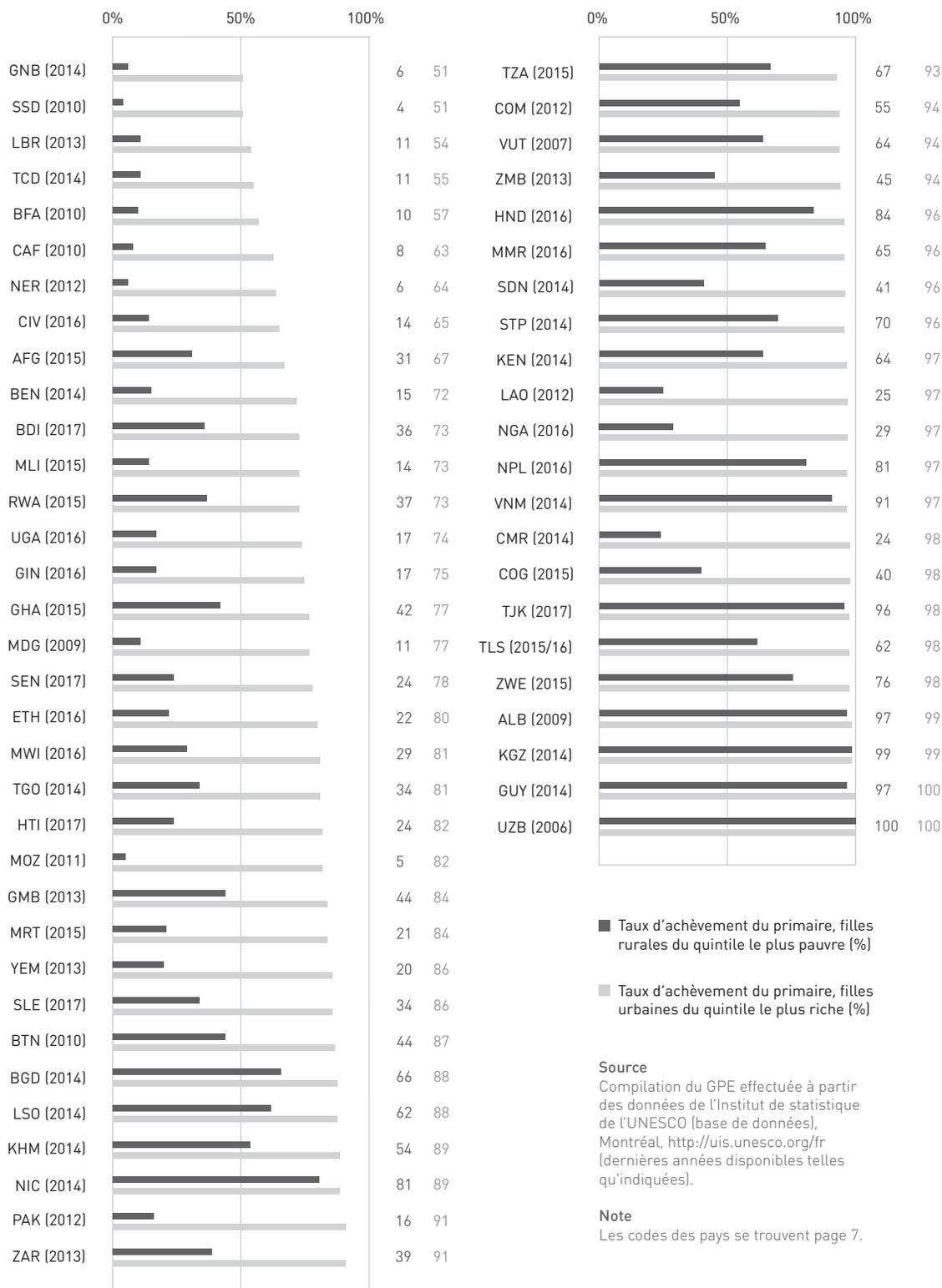
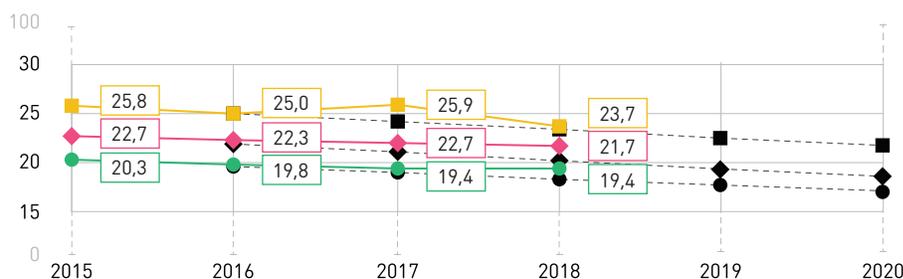


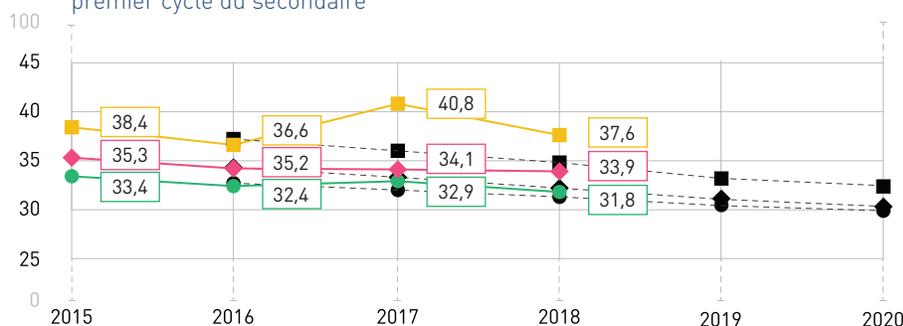
FIGURE 2.7.

A: LES PROGRÈS SONT LENTS POUR LES TAUX DE NON-SCOLARISATION PRIMAIRE.

Taux de non-scolarisation pour les enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire

**B: ON OBSERVE DES PROGRÈS POUR LES GARÇONS DANS LES TAUX DE NON-SCOLARISATION DU PREMIER CYCLE DU SECONDAIRE.**

Taux de non-scolarisation pour les enfants en âge d'être scolarisés dans le premier cycle du secondaire



Jalon ● Réel ●
 Total ● PFC ■ Filles ◆
 Filles ◆ Réel ●

Source

Compilation du GPE basée sur les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (base de données), Montréal, <http://www.uis.unesco.org/fr>.

le taux de non-scolarisation dans le premier cycle du secondaire, deux se sont améliorés de plus d'un point de pourcentage et trois ont régressé de plus d'un point de pourcentage par rapport à 2015, année de référence¹⁸. Les données sont particulièrement maigres pour le premier cycle du secondaire, et des pays tels que l'Afghanistan, la République centrafricaine, la Somalie et le Tchad n'ont pas publié de taux récents, mais ils rencontrent encore probablement des difficultés.

Une des principales raisons pour lesquelles les performances sont moins bonnes pour les taux de non-scolarisation que pour les taux d'achèvement, comme discuté ci-dessus, réside dans

le fait que les taux de non-scolarisation incluent des enfants qui sont certes scolarisés, mais plus âgés que la fourchette officielle des âges pour leur niveau scolaire (c'est-à-dire les âges de scolarisation dans le primaire ou les âges de scolarisation dans le premier cycle du secondaire). Lorsque l'éducation d'un enfant est retardée ou perturbée, les répercussions peuvent s'observer dans les taux de non-scolarisation de la décennie qui suit, voire au-delà. En conséquence, si l'on veut faire chuter les taux de non-scolarisation, il convient non seulement de scolariser davantage d'enfants et de réduire l'abandon scolaire, mais aussi de gérer les problèmes bien enracinés de scolarisation d'enfants trop âgés¹⁹.

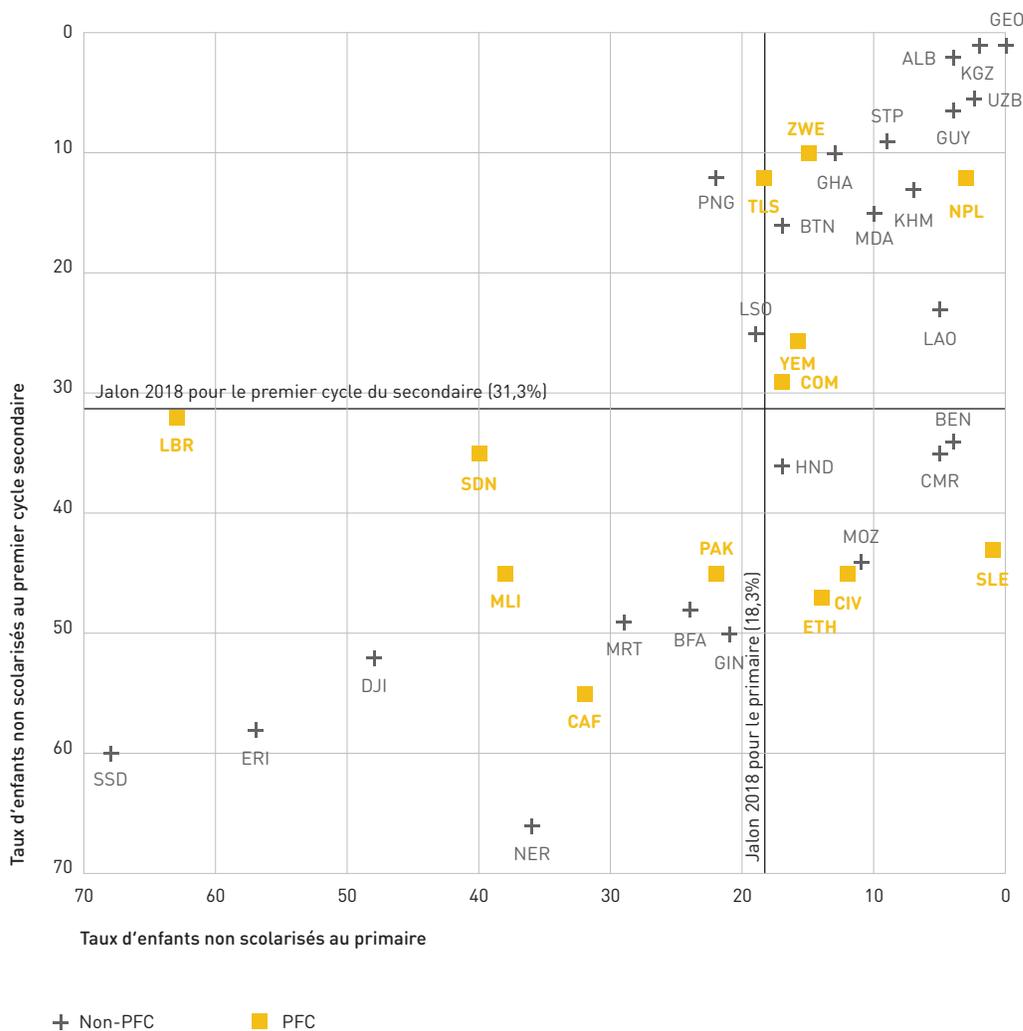
18. Compilation du GPE effectuée à partir des données de l'ISU pour 2018 par rapport à l'année de référence [2015]. Dans ce groupe, quatre PDP n'avaient pas de valeurs de référence permettant d'établir des comparaisons.

19. Les enfants peuvent être scolarisés à des âges plus tardifs en raison d'une grande variété de facteurs, qu'ils soient économiques (les parents doivent économiser pour assumer les frais de scolarité ou ont besoin de leurs enfants d'âge scolaire pour s'occuper d'enfants plus jeunes ou du bétail), institutionnels (les enfants doivent attendre d'avoir une place dans des écoles surchargées) ou environnementaux (les parents craignent pour la sécurité de leurs jeunes enfants qui se rendent à pied à l'école ou les déplacements forcés par des crises perturbent l'accès à l'éducation). De plus, la malnutrition est une raison pour laquelle un enfant d'âge scolaire peut sembler plus jeune et ne pas être prêt à fréquenter l'école. Nous remercions Elizabeth King pour ce dernier point, voir Glewwe et Jacoby, « An Economic Analysis of Delayed Primary School Enrollment in a Low-Income Country: The Role of Early Childhood Nutrition ».

FIGURE 2.8.

LES PROGRÈS VARIENT D'UN PAYS À L'AUTRE EN CE QUI CONCERNE LES TAUX DE NON-SCOLARISATION.

Taux d'enfants non scolarisés dans le primaire et le premier cycle du secondaire pour chaque PDP



Source
Compilation du GPE effectuée à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (base de données), Montréal, <http://uis.unesco.org/fr> [dernières données disponibles 2016-2012].

Note
Les origines sur le graphique sont les jalons fixés par le GPE pour 2018 en ce qui concerne les taux d'enfants non scolarisés du primaire et du premier cycle du secondaire (origine de l'axe des x : 18,3 %, origine de l'axe des y : 31,3 %). Les codes des pays se trouvent page 7.

Une des grandes priorités du GPE consiste à soutenir les pays dans la mise en œuvre de stratégies destinées à scolariser davantage d'enfants et à achever leur éducation. Ainsi, le plan stratégique général de l'éducation du Soudan du Sud (2017-2021) donne la priorité à l'éducation des enfants non scolarisés. En décembre 2018, le Conseil d'administration du GPE a approuvé un financement appuyant un programme au Soudan du Sud qui permettrait l'intégration de plus de 330 000 enfants non scolarisés dans le système éducatif. En Érythrée, le programme soutenu par le GPE a ciblé les zones où vivent la plupart des enfants non scolarisés. En 2018, le programme a fourni 3 428 668 manuels scolaires et guides de l'enseignant, a formé 1 550 enseig-

nants issus de groupes minoritaires en vue de leur déploiement dans des zones mal desservies, et a formé 478 autres enseignants dans l'enseignement dispensé en langue maternelle afin d'élargir l'accès à l'éducation pour ces enfants.

PARITÉ ENTRE LES GENRES RELATIVE AUX ENFANTS NON SCOLARISÉS Indicateur 8

L'indicateur 8 suit la moyenne de tous les indices de parité entre les genres pour les taux d'enfants non scolarisés dans tout le partenariat. Les données pour 2018 montrent que le désavantage subi par les filles perdure de façon plus importante que prévu malgré les jalons fixés pour le primaire et le premier cycle du secondaire, et ce aussi bien pour tous les pays que pour les seuls PFC (voir annexe K). Toutefois, puisque la prise en compte d'une moyenne de ces indices entraîne l'annulation des valeurs faibles (qui montrent le désavantage subi par les garçons) par les valeurs hautes (qui montrent le désavantage subi par les filles), celle-ci peut masquer les disparités et on obtient une image plus claire en examinant les valeurs nationales (voir annexe K). D'importantes disparités entre les genres²⁰ pour les enfants non scolarisés (en dehors du seuil de quasi-parité de 0,877-1,123) persistent dans 81 % des PDP ayant des données disponibles pour l'enseignement primaire et 71 % pour le premier cycle du secondaire²¹. Comme pour les taux d'achèvement de la scolarité, le désavantage des filles est à la fois plus fréquent et plus important²². Le GPE est bien placé pour traiter cette question, puisque 73 % des filles du monde entier qui ne sont pas scolarisées dans l'enseignement primaire et 63 % de celles qui ne sont pas scolarisées dans le premier cycle du secondaire vivent dans des PDP du GPE²³.

Cependant, les pays affichant les plus fortes disparités entre les genres pour l'indicateur 8 ne sont souvent pas ceux qui présentent les taux de non-scolarisation générale les plus élevés — en réalité, ils ont tendance à avoir plus d'enfants scolarisés dans l'ensemble²⁴. Mais les indices de parité entre les genres peuvent indiquer le fait que, par exemple, même si une fille a environ 49 % de chances de ne pas être scolarisée dans le premier cycle du secondaire au Soudan comme en Éthiopie,

elle est 130 % plus susceptible qu'un garçon de son âge de ne pas être scolarisée au Soudan, contre seulement 10 % plus susceptible qu'un garçon de son âge de ne pas être scolarisée en Éthiopie. Lorsqu'ils sont analysés par rapport aux taux globaux, les indices de parité entre les genres apportent une pièce importante du puzzle plus vaste qu'est l'équité.

20. Le GPE s'engage sur une vision large et globale de l'égalité des genres dans l'éducation. Tandis que des facteurs tels que la disponibilité des données braquent les projecteurs sur la parité entre les genres dans l'accès à l'éducation et l'achèvement de la scolarité, le Secrétariat recherche des indicateurs plus généraux et systémiques de l'égalité des genres qui, outre l'indicateur 16c, portent sur l'équité dans la planification sectorielle. Le Secrétariat se penche activement sur le cadre de résultats en vue du prochain plan stratégique et cherche à investir dans le développement d'un outil permettant de mesurer l'intégration de la notion de genre par les systèmes éducatifs.
21. Les résultats concernent 47 PDP ayant des données sur la parité entre les genres pour leurs taux de non-scolarisation primaire et 38 PDP ayant ce type de données pour le premier cycle du secondaire. Compilation du GPE effectuée à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (base de données), Montréal, <http://uis.unesco.org/fr> (dernières données disponibles 2016-2012). Le GPE n'a pas de seuil officiellement ciblé pour les indices de parité entre les genres relatifs aux taux de non-scolarisation ; celui utilisé pour l'indicateur 5, en ce qui concerne l'indice de parité entre les genres relatif aux taux d'achèvement de la scolarité, offre ici un simple cadre de référence.
22. Notamment, les récents taux de non-scolarisation pour l'enseignement primaire et le premier cycle du secondaire ne sont disponibles que pour 38 pays en développement partenaires du GPE ; les taux ne sont pas disponibles pour un grand nombre de PDP, dont certains des plus peuplés comme le Nigéria. De plus, l'absence de données disponibles peut, en termes généraux, tendre à indiquer des taux supérieurs de non-scolarisation ou un désavantage plus important pour les filles, ce qui semble être le cas dans des pays comme la Somalie. Les données disponibles n'offrent pas nécessairement une image complète, ce qui met en évidence l'urgence d'améliorer la collecte et la communication des données pour produire des résultats en matière d'équité.
23. Compilation du GPE effectuée à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (base de données), Montréal, <http://uis.unesco.org/fr> (2018).
24. La raison est souvent simplement que des ratios importants sont plus faciles à obtenir à partir de petits nombres plutôt qu'à partir de grands nombres. Par exemple, en Albanie, 3,52 % des filles ne sont pas scolarisées dans le premier cycle du secondaire, contre 0,63 % des garçons, ce qui donne un indice de parité entre les genres de 5,60.
25. Dans ces pays, la situation des filles est particulièrement difficile : elles sont confrontées à la fois à des taux d'achèvement faibles (assortis de taux élevés de non-scolarisation) et à de grandes disparités liées au genre qui favorisent les garçons. Compilation du GPE basée sur les données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (base de données), Montréal, <http://www.uis.unesco.org/fr>.

ZOOM

SUR L'ÉGALITÉ DES GENRES DANS L'ÉDUCATION DE BASE

En moyenne, dans le partenariat, les filles continuent d'être défavorisées en ce qui concerne l'accès à l'école et l'achèvement de la scolarité dans l'enseignement primaire et dans le premier cycle du secondaire (voir les figures 2.1. et 2.6.). Sur ce point, il sera particulièrement nécessaire d'accorder davantage d'attention à ces deux cycles dans des pays comme la Guinée, le Mali, le Niger, la République centrafricaine et le Tchad²⁶, et aux filles du premier cycle du secondaire, notamment dans des pays comme la République démocratique du Congo et le Togo. Pour les acquis scolaires tels que détaillés au chapitre 1, le fait que les filles ou les garçons réussissent mieux dans une matière donnée peut varier fortement d'un pays à l'autre, ce qui montre que les disparités sont induites par des facteurs inhérents au système éducatif, dans le contexte de facteurs socioculturels locaux, et ne sont pas intrinsèques (voir annexe D). Ainsi, ces disparités montrent également la nécessité de mettre en œuvre des approches qui intègrent la notion de genre afin de veiller à ce que tous les enfants aient des opportunités identiques d'apprentissage.

Le modèle de financement du GPE aide à renforcer l'appui à l'égalité entre les genres dans l'éducation, en partie parce qu'il exige et vérifie que les plans sectoriels de l'éducation (PSE) et les plans de transition de l'éducation (PTE) intègrent des stratégies qui prennent en compte des groupes marginalisés et suivent des normes de qualité, comme détaillé au chapitre 4. Par exemple, le PSE du Bénin s'appuie sur des données probantes pour identifier clairement les causes du désavantage subi par les filles et il prévoit une stratégie sur laquelle s'aligne son plan d'action et qui vise à remédier à certaines de ces causes au moyen de résultats, de réalisations et d'indicateurs bien définis²⁶.

De nombreux PDP mettent actuellement en œuvre des PSE qui, avec le soutien du GPE, cherchent à lever les obstacles à l'éducation des filles, en particulier dans le premier cycle du secondaire. Selon un récent bilan réalisé par le Secrétariat du GPE (encadré 2.1.), ces PSE incluent des activités liées à la demande, comme des campagnes de sensibilisation, des bourses et d'autres mesures incitatives pour les filles, qu'ont récemment mises en œuvre, entre autres, certains pays ayant le plus grand nombre de filles défavorisées (Niger, Nigéria, Mauritanie, Somalie-Puntland et Somalie-Somaliland)²⁷. Les activités liées à l'offre qui visent à créer des écoles et des systèmes intégrant la notion de genre incluent le recrutement d'enseignantes, l'intégration de la notion de genre dans la formation professionnelle des enseignants, des programmes scolaires, manuels et matériels didactiques et de formation

qui intègrent la notion de genre, ainsi que la construction de toilettes privées et de points d'eau pour faciliter la gestion de l'hygiène menstruelle, et des mesures visant à éviter la violence sexiste. Dans le cadre des financements de mise en œuvre en cours en juin 2018, 60,2 millions de dollars ont été alloués à des activités spécifiquement centrées sur la promotion de l'égalité entre les genres.

Au niveau mondial, le GPE prend des mesures à différents niveaux, principalement par la mise en œuvre de la stratégie 2016-2020 en matière d'égalité entre les genres (encadré 2.1.). Dans le domaine du plaidoyer, le GPE travaille avec ses partenaires pour renforcer le soutien politique à l'éducation des filles et à l'égalité entre les genres. Par exemple, le Secrétariat agit pour que l'éducation des filles soit un thème central de la conférence mondiale historique « Women Deliver » qui se tiendra en juin 2019, et participe aux campagnes de l'Union africaine « Child Marriage » et « Gender is My Agenda » afin d'apporter sa perspective sur l'éducation. Le GPE est membre du groupe de travail de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI) sur la violence sexiste en lien avec l'école et il travaille avec la campagne « Safe to Learn » pour en finir avec la violence dans les écoles. La présidente du Conseil d'administration du GPE est membre de la Plateforme du Commonwealth pour l'éducation des filles, un groupe d'ambassadeurs de l'éducation des filles, et la directrice générale du GPE est membre du Conseil consultatif du G7 pour l'égalité des genres, un groupe d'experts sur l'égalité des genres qui conseille le G7 sur les principales questions relatives aux femmes et aux filles, y compris sur l'éducation. Le GPE s'efforce également de travailler avec des ambassadeurs politiques de l'éducation et de l'égalité des genres au niveau de l'Union africaine — en poursuivant notamment ses activités de sensibilisation auprès de l'Organisation des premières dames d'Afrique pour le développement (OPPAD) — et poursuit des partenariats stratégiques avec des organisations de la société civile et des jeunes au niveau mondial et régional, afin de déclencher la volonté politique et des engagements en faveur de l'égalité entre les genres et de l'éducation des filles.

26. Secrétariat du GPE.

27. GPE, Revue du portefeuille 2018 (Washington, DC : Partenariat mondial pour l'éducation, 2018), <https://www.globalpartnership.org/fr/content/revue-du-portefeuille-2018>.

ENCADRÉ 2.1.**PROGRÈS SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE SUR L'ÉGALITÉ DES GENRES 2016-2020**

Le Conseil d'administration a adopté la Stratégie sur l'égalité des genres 2016-2020 afin de mettre en œuvre la Politique sur l'égalité des genres, conformément au plan stratégique GPE 2020, et faire ainsi progresser une éducation inclusive, équitable et de qualité pour tous les enfants, filles et garçons. Sa mise en œuvre se poursuit rapidement, avec la généralisation en 2018 de l'intégration de la notion de genre dans les cadres opérationnels du GPE, y compris dans toutes les équipes du Secrétariat, et un bilan complet des activités liées à l'égalité des genres dans les PSE. De plus, le Secrétariat a récemment créé une stratégie de plaidoyer pour l'éducation des filles, qui décrit la façon dont il travaillera avec les partenaires pour assurer le soutien politique et financier de l'éducation des filles et pour donner la priorité aux investissements dans l'éducation des filles et l'égalité des genres afin de réaliser les objectifs de développement durable, conformément au plan stratégique GPE 2020.

Le GPE s'est également associé avec l'UNGEI et à d'autres partenaires pour organiser deux ateliers supplémentaires de renforcement des capacités, sur la base de son Guide pour l'élaboration de plans sectoriels de l'éducation favorisant l'égalité des genres en 2018. Un total de treize délégations nationales d'Afrique centrale et occidentale et d'Afrique orientale et australe y ont assisté, et deux autres ateliers sont prévus pour la suite de l'année 2019. Lors de ces ateliers, les délégués examinent leurs propres PSE, réalisent une analyse de leur contexte du point de vue de l'égalité des genres, puis élaborent un plan d'action pour guider le travail de suivi grâce auquel leur PSE intégrera mieux la notion de genre. Le Guide est soutenu par la Fondation du Fonds d'investissement pour l'enfance (CIFF), qui offre une des premières sources de financement ciblé du GPE dans le but d'améliorer les taux d'achèvement du premier cycle du secondaire chez les filles d'Afrique subsaharienne.

De plus amples détails peuvent être trouvés dans les rapports annuels sur la mise en œuvre de la Stratégie sur l'égalité des genres du GPE, dont le dernier sera publié sur le site web du GPE à l'été 2019. the latest of which will be published to GPE's website in the summer of 2019.

ZOOM

SUR L'ÉDUCATION DE BASE DANS LES PAYS TOUCHÉS PAR LA FRAGILITÉ ET LES CONFLITS

La moitié de tous les enfants du monde en âge d'être scolarisés dans le primaire et dans le premier cycle du secondaire vivent dans les 51 pays touchés par la fragilité et les conflits — une réalité qui donne à réfléchir²⁸. Parmi ces enfants, 41 % vivent dans les 32 PFC qui sont également pays en développement partenaires. En moyenne, les enfants ont encore moins de chances d'achever l'éducation de base dans les PFC et sont bien plus susceptibles de ne pas être scolarisés. La nécessité de garantir un accès régulier à une éducation de qualité pour ces enfants est pressante ; il s'agit d'une priorité essentielle pour le GPE. En février 2019, 48 % des pays en développement partenaires du GPE sont des PFC.

Les perturbations et les retards que peuvent entraîner les conflits et la fragilité dans l'éducation d'un enfant peuvent être une raison pour laquelle les progrès sont tellement plus lents en ce qui concerne les taux de non-scolarisation dans le premier cycle du secondaire qu'en ce qui concerne les taux d'achèvement du premier cycle du secondaire. Dans le même temps, les taux d'achèvement du primaire augmentent là aussi plus lentement que les taux d'achèvement du premier cycle du secondaire, ce qui fait de la scolarisation primaire pour tous un objectif difficile à atteindre dans de nombreux PFC. Ce n'est pas seulement une injustice pour les enfants exclus de l'enseignement primaire et une contrainte sur la croissance des taux d'achèvement du premier cycle du secondaire à l'avenir : cela constitue un risque de maintien de l'instabilité dans ces pays, puisqu'il est prouvé que l'éducation réduit le risque de conflit armé et améliore la résilience²⁹.

Les PFC particulièrement confrontés à des difficultés en ce qui concerne la scolarisation d'un plus grand nombre d'enfants et leur achèvement de l'éducation de base incluent l'Érythrée, le Libéria, le Mali, le Soudan du Sud, la République centrafricaine et le Tchad — les quatre premiers ayant connu une détérioration de leurs taux ces dernières années³⁰. Les cas de recul

sont source de préoccupation et soulignent la nécessité d'aider davantage les pays concernés à résoudre les difficultés actuelles. Des PFC tels que l'Afghanistan, la Guinée-Bissau, Haïti et la Somalie n'apparaissent pas sur la plupart des listes et des graphiques de ce chapitre en raison du manque de données récentes, mais leurs progrès — ainsi que leurs problèmes de disponibilité des données — méritent également de l'attention.

Le GPE répartit ses allocations de financements dans les pays touchés par la fragilité et les conflits, si bien qu'ils reçoivent un soutien plus important dès le début³¹ : en juin 2018, 65 % de toutes les allocations de financements de mise en œuvre en cours étaient destinées aux PFC. Le mécanisme de financement accéléré du GPE permet aux PDP d'avoir accès à un montant allant jusqu'à 20 % de leur allocation maximale en cas de besoins éducatifs urgents³². Les financements du GPE peuvent également être restructurés pour répondre aux besoins éducatifs urgents et déployés pour une prestation de services directs, afin de veiller à ce que les écoles demeurent ouvertes, au titre du Cadre opérationnel pour un appui efficace aux États fragiles et/ou touchés par un conflit. Ce cadre a été modifié en décembre 2018 afin d'adopter les principes opérationnels pour l'engagement du GPE dans les situations d'urgence complexes qui mettent l'accent sur l'alignement, la complémentarité et, surtout, sur l'assurance de protéger les droits des enfants³³. Le GPE offre également un soutien financier et technique destiné à aider les pays sortant d'une crise à établir un plan de transition de l'éducation qui établira une approche coordonnée par l'identification des actions prioritaires à moyen terme pour maintenir les progrès sur les principaux objectifs éducatifs, et par la mise en relation des acteurs du développement et de l'action humanitaire.

Le GPE fait la promotion de l'inclusion des réfugiés et des enfants déplacés dans les plans sectoriels de l'éducation et travaille avec ses partenaires pour répondre aux besoins de ces populations (voir l'encadré 2.2. pour un de ces partenariats). Par exemple, en Ouganda, le Secrétariat a soutenu la concertation entre le ministère de l'Éducation, le groupe local des partenaires de l'éducation et l'initiative « L'éducation ne peut pas attendre » en vue de l'élaboration d'un plan à long terme

28. Le pourcentage exact est de 49,7 %, selon les calculs du GPE basés sur les données relatives à la population mondiale et à la population des PFC pour l'année 2016. Organisation des Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales, Division de la population, World Population Prospects: The 2017 Revision, édition DVD. Pour des détails sur le primaire (de 6 à 11 ans) et le premier cycle du secondaire (de 12 à 14 ans), voir https://population.un.org/wpp/Publications/Files/WPP2017_Methodology.pdf. La classification des PFC par le GPE tient compte des définitions de la Banque mondiale et de l'UNESCO ; voir l'annexe C pour de plus amples détails sur ces classifications.

29. UNESCO (2011). La Crise cachée : les conflits armés et l'éducation ; Rapport mondial de suivi sur l'EPT, UNESCO.

30. Sur la base des dernières données disponibles pour la période (2012-2016) pour les taux d'achèvement du primaire et du premier cycle du secondaire ; et des comparaisons entre les dernières données disponibles pour les périodes (2008-2011) et (2013-2016) pour les taux d'achèvement du primaire et pour les taux de non-scolarisation dans le primaire et le premier cycle du secondaire. Compilation du GPE effectuée à partir des données de l'Institut de statistique de l'UNESCO (base de données), Montréal, <http://uis.unesco.org/fr>.

31. GPE, Le Modèle de financement du GPE : Une approche axée sur les résultats pour le secteur de l'éducation (Washington, DC : Partenariat mondial pour l'éducation, 2015), <https://www.globalpartnership.org/content/gpe-funding-model>.

32. GPE, Cadre directeur pour l'accélération de l'appui dans les situations d'urgence et de reconstruction (Washington, DC : Partenariat mondial pour l'éducation, 2015), <https://www.globalpartnership.org/fr/content/cadre-directeur-acceleration-appui-situations-durgence>.

33. Les autres aspects accentués incluent les principes humanitaires d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance, ainsi que le maintien et le soutien au fonctionnement du système ; pour l'ensemble des principes, voir l'annexe 2 du document du Conseil d'administration du GPE BOD/2018/12 DOC 05, « Principes opérationnels dans les situations d'urgence complexes : Rapport du Comité des financements et performances » : <https://www.globalpartnership.org/fr/content/principes-operationnels-dans-les-situations-durgence-complexes-rapport-du-gpc-decembre-2018>.

pour l'éducation des réfugiés³⁴. En septembre 2018, le Conseil d'administration a approuvé une requête de 8,3 millions de dollars de la part du gouvernement du Bangladesh pour la scolarisation des réfugiés Rohingyas et des enfants des communautés environnantes au Bangladesh, aidant ainsi près de

80 000 enfants à recevoir une éducation, la plupart n'ayant jamais été scolarisés. Le GPE a conclu un protocole d'accord avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) qui facilite une collaboration plus étroite au niveau mondial et dans les pays.

ENCADRÉ 2.1.

LE PARTENARIAT MONDIAL POUR L'ÉDUCATION ET L'INITIATIVE « L'ÉDUCATION NE PEUT PAS ATTENDRE »

Le Partenariat mondial pour l'éducation contribue avec l'initiative « L'éducation ne peut pas attendre » à assurer une éducation de qualité pour tous les enfants touchés par les conflits et les crises. L'initiative a été établie à l'occasion du Sommet humanitaire mondial de 2016 par des acteurs de l'action humanitaire et de l'aide au développement, dans le but de déclarer l'éducation priorité de l'ordre du jour humanitaire, de promouvoir une approche plus collaborative et d'inciter l'allocation de plus de financements à destination des enfants et des jeunes touchés par les crises. Elle a jusqu'ici investi dans 19 pays touchés par des crises : 13 sont membres du GPE (Afghanistan, Bangladesh, Éthiopie, Madagascar, Népal, Nigéria, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Somalie, Tchad et Yémen) et trois sont admissibles aux financements du GPE (Cisjordanie et Gaza, Indonésie, Syrie).

Les secrétariats du GPE et de « L'éducation ne peut pas attendre » discutent de l'adoption de protocoles pour une relation systématique, afin d'optimiser les possibilités de soutien coordonné et interconnecté qui permettront de faire la transition entre la prestation de services éducatifs d'urgence et de services éducatifs à plus long terme. Le respect des droits éducatifs des enfants touchés par la crise et les conflits implique la souplesse nécessaire à une action rapide et à la transition entre la première intervention d'urgence et une intervention prévisible à moyen terme, ce que prévoit l'initiative. Cela nécessite également des efforts stratégiques et constants pour veiller à ce que les enfants et les jeunes concernés par ces situations d'urgence aient accès à des systèmes éducatifs formels opérés par les autorités, de telle sorte que leur éducation soit certifiée et leur permette d'accéder au niveau de scolarité suivant, ce que le soutien du GPE encourage.

34. GPE, « Uganda: A New Education Response Plan to Ensure Quality Education for Refugees », GPE Media Coverage, News & Media, Partenariat mondial pour l'éducation, 17 septembre 2018, <https://www.globalpartnership.org/news-and-media/news/uganda-new-education-response-plan-ensure-quality-education-refugees>.

2.3. Soutien du GPE à l'équité dans l'éducation de base Indicateur 3

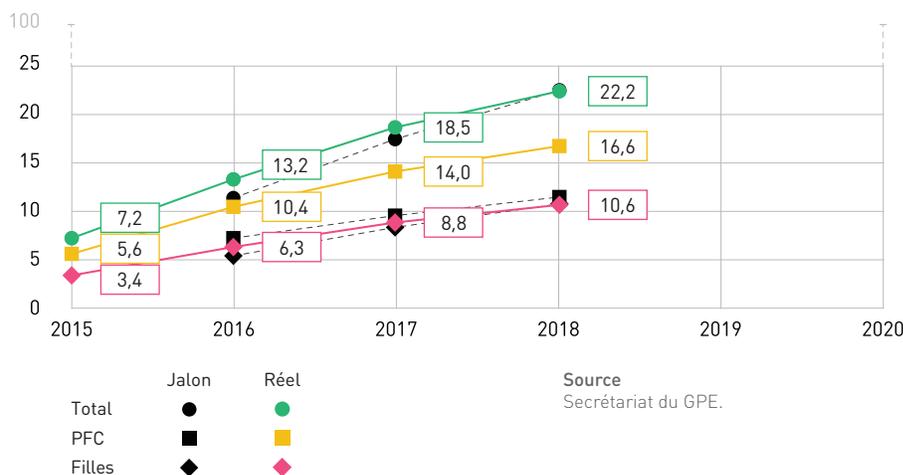
L'engagement institutionnel du GPE en faveur de l'équité est déjà manifeste dans ses critères d'adhésion et sa formule d'allocation pour les pays en développement, lesquels dépendent des besoins économiques, de la fragilité politique et des proportions importantes d'enfants non scolarisés. Le soutien du GPE se concentre sur l'éducation de base, c'est-à-dire sur l'enseignement primaire et le premier cycle du secondaire, car celle-ci est essentielle pour produire des résultats en matière d'équité. Le GPE fait également la promotion de l'équité par l'octroi de financements et l'appui technique à la planification du secteur de l'éducation. En outre, son modèle de finance-

ment fondé sur les résultats impose que les pays fassent la preuve de leurs résultats en matière d'équité pour recevoir l'intégralité des fonds qui leur sont alloués.

L'indicateur 3 offre une équivalence approximative du nombre d'enfants supplémentaires inscrits dans l'éducation de base grâce au décaissement de financements du GPE au cours d'une année donnée³⁵. Jusqu'en 2018, les financements décaissés par le GPE correspondent au coût annuel du soutien à 22,2 millions d'élèves : 20,2 millions dans les écoles primaires et 2 millions dans les écoles secondaires, dont 10,6 millions de filles³⁶. Le jalon pour les pays touchés par la fragilité et les conflits est dépassé de plus de 45 %, ce qui montre l'engagement du GPE à donner la priorité à ces pays.

FIGURE 2.9.

UN PLUS GRAND NOMBRE D'ENFANTS SONT SOUTENUS DANS L'ÉDUCATION DE BASE.
Nombre cumulé d'équivalents enfants soutenus pour une année d'éducation de base (primaire et premier cycle du secondaire) par le GPE, en millions



ALLOCATION DE FINANCEMENTS POUR L'ÉQUITÉ

Sur les 34 financements de mise en œuvre en cours en juin 2018 (pour de plus amples détails, voir le chapitre 5), 372,8 millions de dollars de financements du GPE ont soutenu des activités visant à améliorer l'équité, réparties dans sept catégories (Axe de financement : équité).

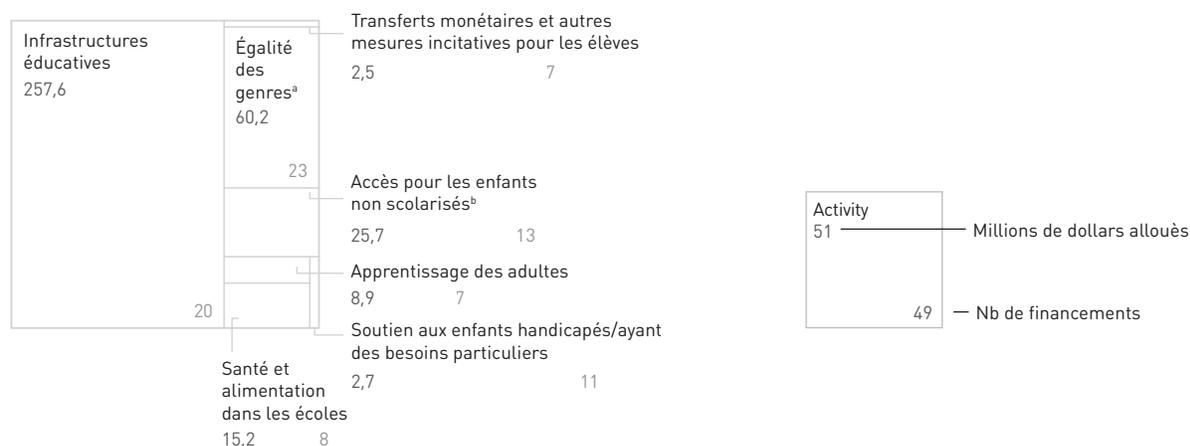
Les infrastructures éducatives correspondent aux dépenses les plus importantes en faveur de l'équité. Elles sont essentielles pour élargir l'accès à l'école, en particulier en faveur des enfants de zones mal desservies : sur le total des financements alloués aux infrastructures, 81,6 % concernent des pays touchés par la fragilité et les conflits. Cette catégorie inclut également les infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène, qui sont elles aussi cruciales pour un accès équitable.

35. Notons que cet indicateur n'est pas censé être un calcul formel ; ce n'est qu'une mesure indirecte du nombre réel d'enfants concernés par l'action du GPE. Plus précisément, selon la façon dont un financement du GPE est utilisé par un pays et la nature des projets mis en œuvre dans le pays, l'impact de ce financement peut toucher un nombre plus ou moins important d'enfants que ce qu'estime l'indicateur.

36. Les filles représentent moins de la moitié des enfants soutenus selon les estimations, parce que ces estimations reposent sur les enfants bénéficiant des systèmes éducatifs dans tous les PDP, et les filles continuent à avoir en moyenne un accès plus limité à l'éducation, si bien qu'elles ont moins de chances de faire partie des bénéficiaires.

AXE DE FINANCEMENT : ÉQUITÉ

SOUTIEN FINANCIER DU GPE POUR AMÉLIORER L'ÉQUITÉ, 2018



Note

L'allocation de financements fait partie des 34 financements de mise en œuvre en cours en juin 2018.

a. Cela implique des activités centrées sur la promotion de l'égalité des genres de façon très claire et très spécifique, par exemple des campagnes de sensibilisation, des ressources pour la gestion de l'hygiène menstruelle, une éducation intégrant la notion de genre, etc. Les activités (telles que des bourses) qui mentionnent les filles dans le cadre d'un groupe plus vaste de bénéficiaires s'ajoutent à cette catégorie.

b. Cette catégorie se concentre essentiellement sur les systèmes éducatifs non formels et les interventions en faveur des réfugiés et des enfants déplacés ; d'autres activités qui élargissent l'accès à la scolarisation pour davantage d'enfants, telles que la construction d'écoles et le recrutement d'enseignants, sont comptabilisées dans d'autres catégories.

SOUTIEN DU GPE À L'ÉDUCATION INCLUSIVE POUR LES ENFANTS HANDICAPÉS

Le renforcement du soutien à l'inclusion des enfants handicapés dans une éducation de qualité constitue une part importante des buts stratégiques du GPE. Dans les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, près de 40 % des enfants handicapés ne sont pas scolarisés dans l'enseignement primaire et 55 % ne le sont pas dans le premier cycle du secondaire³⁷. De plus, le retard des enfants handicapés en ce qui concerne l'achèvement de l'enseignement primaire et du premier cycle du secondaire, l'alphabétisation et leur simple inscription dans les écoles continue à se creuser, selon une étude financée par le GPE³⁸.

En février 2018, le GPE a publié les résultats d'un bilan réalisé par le Secrétariat au sujet du handicap et de l'éducation inclusive dans les plans sectoriels de l'éducation des PDP et dans les financements du GPE³⁹. Celui-ci conclut que, dans les 51 PDP ayant des financements de mise en œuvre en cours durant la période 2015-2018, 24 plans sectoriels de l'éducation incluent des stratégies visant à améliorer l'accès à l'éducation pour les enfants handicapés, 19 commencent à inclure des stratégies sur le handicap et l'éducation inclusive dans la planification sectorielle, tandis que 8 ne mentionnent absolument pas les enfants handicapés.

37. Mizunoya, Mitra et Yamasaki, « Towards Inclusive Education: The Impact of Disability on School Attendance in Developing Countries ».

38. C. Male et Q. Wodon, « Disability Gaps in Educational Attainment and Literacy », The Price of Exclusion: Disability and Education series, Partenariat mondial pour l'éducation, Washington, DC, 2017, <https://www.globalpartnership.org/content/disability-gaps-educational-attainment-and-literacy>.

39. GPE, « Disability and Inclusive Education: A Stocktake of Education Sector Plans and GPE-Funded Grants », document de travail 3, Partenariat mondial pour l'éducation, Washington, DC, 2018, <https://www.globalpartnership.org/content/disability-and-inclusive-education-stocktake-education-sector-plans-and-gpe-funded-grants>.

FINANCEMENTS DU GPE AU TITRE DU PROGRAMME D'ACTIVITÉS MONDIALES ET RÉGIONALES POUR LES ENFANTS NON SCOLARISÉS ET L'ÉQUITÉ

Le programme d'activités mondiales et régionales (AMR) et les financements correspondants complètent le soutien aux pays et l'allocation de financements par le GPE. Cinq financements au titre de ce programme se sont concentrés sur les enfants non scolarisés et l'équité. Deux d'entre eux ont été clôturés au cours des années précédentes : **Enfants non scolarisés : Combler le manque de données** (ISU, septembre 2013-juillet 2016), qui se concentrait sur la diffusion et l'utilisation des données, et **Réduction significative du nombre d'enfants non scolarisés** (UNICEF, août 2013-décembre 2015), qui finançait l'initiative « Enfants non scolarisés ». Cette initiative conjointe de l'ISU et de l'UNICEF a appuyé plus de 90 pays pour qu'ils développent les profils des enfants non scolarisés qui n'apparaissent pas dans les données habituelles sur la gestion de l'éducation. Un autre de ses objectifs consistait à soutenir la concertation sur l'action à mener afin de répondre aux besoins éducatifs de ces enfants.

Trois autres financements ont été clôturés au cours de l'exercice 2018 :

- › **Prise en compte du manque de données sur les enfants non scolarisés et les politiques** (Banque mondiale, mars 2014-août 2017) a conduit à la production d'une série d'études mondiales influentes sur le mariage des enfants, l'évolution de la richesse des nations, le coût des inégalités entre les genres, l'absence de prise en compte du handicap dans l'éducation et les coûts liés au fait de ne pas éduquer les filles.
- › **Handicap/santé et éducation en soutien à l'apprentissage pour tous** (Banque mondiale, août 2014-juin 2018) a renforcé la collaboration entre les ministères de la Santé et de l'Éducation et amélioré les capacités de planification et de mise en œuvre conjointes des programmes intégrés de santé et d'alimentation à l'école au Cambodge, en Éthiopie, au Ghana et au Sénégal. Ce projet a renforcé la sensibilisation, les capacités et les ressources techniques permettant d'inclure la santé et l'alimentation à l'école dans les plans sectoriels de l'éducation.
- › **Prise en compte de la violence scolaire liée au genre** (UNICEF, mars 2014-décembre 2017) a donné lieu à l'initiative End Gender Violence in Schools, par laquelle les quatre pays participants (la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Togo et la Zambie) se sont appuyés sur des politiques et des stratégies étayées pour réduire la violence scolaire liée au genre.

Une liste des réalisations rendues possibles par ces financements peut être consultée à l'adresse : <https://www.globalpartnership.org/funding/gra>.

Ainsi, les plans sectoriels du Cambodge, du Ghana, du Népal et de la République kirghize incluent des stratégies visant à augmenter les inscriptions en améliorant l'accès aux écoles par la construction de rampes et la mise en place de normes minimales de construction, mais aussi en agissant au niveau des besoins en personnel, de la formation des enseignants et de la collecte des données, en sensibilisant les communautés et en engageant des interventions transversales dans les domaines de la santé et de l'éducation. Parmi les 34 financements de mise en œuvre en cours en juin 2018, 2,7 millions de dollars ont été alloués à des activités qui ciblent spécifiquement les enfants handicapés et les besoins particuliers.

Pour favoriser une intégration plus générale et renforcée de l'éducation inclusive dans les plans sectoriels, le GPE s'est associé au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), à l'Institut international de planification de l'éducation-UNESCO (IIPÉ-UNESCO) et à la Banque mondiale pour soutenir le développement et la vérification de recommandations méthodologiques techniques permettant de réaliser des analyses détaillées des secteurs de l'éducation, en mettant l'accent sur l'éducation inclusive pour les enfants handicapés. Le projet de recommandations a été testé au Ghana en 2017 et ce thème fera partie du troisième volume de la série de Guides méthodologiques pour l'analyse sectorielle de l'éducation. Le Secrétariat a également participé à une table ronde technique coorganisée par l'IIPÉ-UNESCO et l'UNICEF en juillet 2018,

afin de développer le cadre conceptuel d'une offre de formation de l'IPE sur la planification sectorielle du handicap et de l'éducation inclusive qui s'appuiera sur le modèle de planification sectorielle intégrant la notion de genre⁴⁰.

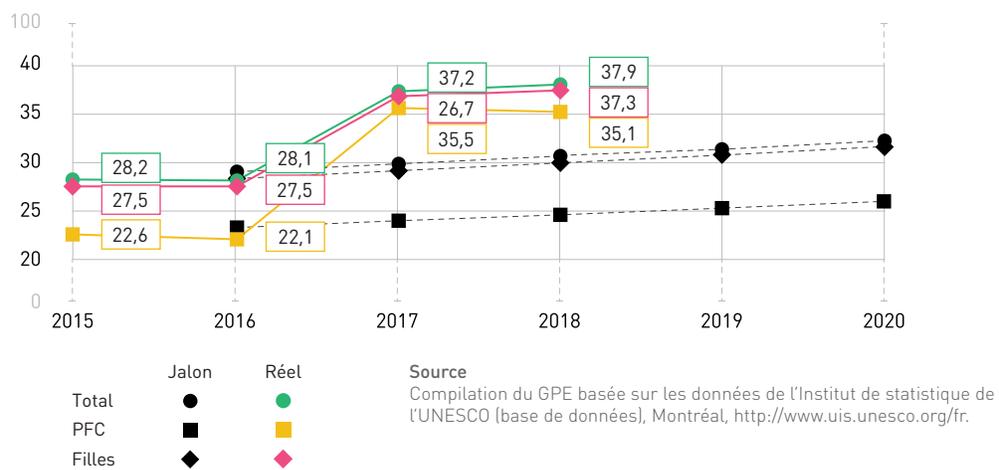
Le GPE et ses partenaires se sont fixé pour priorité de remédier au problème de l'insuffisance des données sur le handicap au niveau national et mondial. Le GPE travaille avec l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) pour améliorer la collecte de données comparables sur l'éducation, ventilées en fonction du handicap, dans les systèmes administratifs nationaux⁴¹. Ce sera une étape importante en vue de contrôler que les résultats en matière d'éducation s'améliorent pour les enfants handicapés à l'échelle mondiale.

2.4. Protection et éducation de la petite enfance Indicateurs 2 et 6

L'accès à une protection et une éducation de la petite enfance (PEPE) de qualité⁴² a un impact fort sur l'avenir d'un enfant, tout au long de son éducation et au-delà. Il est démontré qu'elle réduit les redoublements et l'abandon scolaire dans l'enseignement primaire, et qu'elle améliore la qualité et l'équité des acquis scolaires. Elle est même associée à une meilleure santé et à de meilleurs revenus à l'âge adulte⁴³. La protection et l'éducation de la petite enfance constituent un des investissements les plus importants et les plus rentables qu'un pays peut effectuer pour améliorer les résultats des enfants, comme cela a été amplement démontré⁴⁴.

FIGURE 2.10.

LES TAUX BRUTS D'INSCRIPTION DANS L'ENSEIGNEMENT PRÉSCOLAIRE CONTINUENT À AUGMENTER DANS L'ENSEMBLE.



40. IPE-UNESCO (Institut international de planification de l'éducation-UNESCO), « Table ronde technique sur l'éducation inclusive pour les enfants en situation de handicap ».

41. Cette collaboration inclut un projet de document intitulé « The Use of UIS Data and Education Management Information Systems for Constructing Indicators to Monitor Inclusive Education », qui devrait être prêt à la fin du mois de juin 2019. Il actualise et approfondit l'examen des questionnaires SIGE figurant dans le Guide for Including Disability in Education Management Information Systems publié par l'UNICEF en 2016 (http://training.unicef.org/disability/emergencies/downloads/UNICEF_guide-for-including-disability-in-education-management-information-systems.pdf). Il comporte des recommandations sur la façon d'intégrer dans les SIGE des questions fonctionnelles fondées sur les jeux de question du Washington Group, ainsi que des questions sur les infrastructures accessibles, en s'appuyant sur les questions recommandées que répertorie la publication de l'UNICEF. Il inclut également une courte annexe suggérant la façon dont le GPE et l'ISU pourraient travailler ensemble à améliorer la présence dans les PDP d'indicateurs de l'objectif de développement durable 4 qui soient ventilés en fonction du handicap et comparables sur le plan international.

42. « La protection et l'éducation de la petite enfance » est un terme adopté par le Cadre d'action de Dakar qui fait référence à tout un éventail de programmes et de services destinés à promouvoir le bon développement des enfants, depuis leur naissance jusqu'à leur entrée à l'école primaire. La PEPE couvre le soutien à l'apprentissage, la stimulation, la santé, la nutrition, l'eau, l'assainissement et l'hygiène, et la protection. Elle inclut l'enseignement préscolaire et d'autres programmes d'apprentissage formel et informel des jeunes enfants.

43. Aboud et Yousafzai, « Global Health and Development in Early Childhood » ; Gertler et al., « Labor Market Returns to an Early Childhood Stimulation Intervention in Jamaica » ; Rao et al., « Early Childhood Development and Cognitive Development in Developing Countries: A Rigorous Literature Review ».

44. Alderman, éd., « No Small Matter: The Impact of Poverty, Shocks, and Human Capital Investments in Early Childhood Development » ; Daelmans et al., « Early Childhood Development: The Foundation of Sustainable Development ».

L'indicateur 6 du cadre de résultats du GPE suit les progrès dans l'accès à l'éducation préscolaire grâce au taux brut de scolarisation pour le niveau préscolaire⁴⁵. Tandis que le bond réalisé en 2017 était essentiellement dû à la révision des données de l'ISU, le fait que les taux de scolarisation aient encore augmenté pour tous les enfants et pour les filles en particulier constitue une bonne nouvelle (figure 2.10.). Tous les jalons fixés pour 2018 ont été atteints en ce qui concerne l'indicateur 6.

L'attention portée à d'autres questions relatives à l'équité dans la protection et l'éducation de la petite enfance est garantie, étant donné que dans les pays à faible revenu, les enfants les plus pauvres sont huit fois moins susceptibles de participer aux programmes de PEPE. De plus, moins de 50 % des enseignants dans le niveau préscolaire ont reçu une formation, contre 74 % des enseignants dans le niveau primaire, ce qui met en évidence l'importance de développer non seulement l'accès à la PEPE, mais aussi sa qualité⁴⁶. Dans les récentes consultations menées par le Secrétariat, une grande majorité de PDP a nommé le financement comme un des principaux obstacles à l'accélération d'un accès équitable à une PEPE de qualité, et ils ont manifesté leur intérêt pour des informations sur les différents modèles de protection et d'éducation de la petite enfance employés dans d'autres pays. Les deux plus grandes priorités évoquées en matière de données et de planification portaient sur le soutien à la production de données relatives à l'accès à la PEPE et à sa qualité, ainsi que sur l'analyse des options de financement dans la protection et l'éducation de la petite enfance.

De 2004 à 2017, 6 % des décaissements effectués par le GPE dans le cadre de ses financements de mise en œuvre ont été alloués à l'éducation de la petite enfance, soit un montant de 267,5 millions de dollars. Au Guyana, par exemple, un projet financé par le GPE ciblait les régions éloignées et peu performantes du pays et démontrait des effets positifs sur les résultats des élèves par la formation des enseignants, la formation des parents et la réalisation d'une campagne dans les grands médias. Outre l'intégration du soutien à l'enseignement préscolaire et d'autres aspects de la PEPE dans son appui à la planification et aux financements du secteur de l'éducation, le GPE a mené plusieurs programmes de financement ciblé afin d'aider ce sous-secteur essentiel.

- › Grâce au programme AMR, le GPE a financé le projet Pacific Early Age Readiness and Learning (PEARL) destiné à poursuivre une orientation politique fondée sur des données probantes dans le domaine de la PEPE et à introduire un système de suivi du développement des enfants. Mené par la Banque mondiale, le projet a collecté des données sur le développement de plus de

6 600 enfants aux Tonga et 1 500 enfants à Tuvalu, entre autres pays, afin d'étayer les feuilles de route politiques en matière de PEPE.

- › Grâce à l'initiative pour l'amélioration de l'apprentissage et du développement des jeunes enfants à grande échelle (BELDS), le GPE a apporté 1,3 million de dollars de financement à l'UNICEF afin de préparer de meilleurs outils diagnostiques permettant de soutenir les systèmes et la planification en matière de qualité des services de PEPE. Ceci impliquera de tester des outils pertinents dans quatre pays partenaires, assortis d'activités adaptées de renforcement des capacités dans les pays et de plusieurs événements et plateformes d'échange d'expériences entre pairs, en lien avec la planification et la mise en œuvre de la PEPE en 2019⁴⁷. Des études de cas seront également développées, de même qu'une boîte à outils mondiale au profit d'autres pays en développement partenaires.
- › À travers son nouveau programme d'échange de connaissances et d'innovations (KIX), le GPE réalisera un premier investissement de 5 millions de dollars puisés dans son fonds principal et cherchera à compléter ce soutien par les contributions d'autres acteurs, afin de réaliser des investissements catalytiques destinés à exploiter avec succès les connaissances et les innovations en matière de planification et de mise en œuvre de la politique de PEPE dans tout le partenariat.

Pour la première fois depuis l'année de référence, les nouvelles données sont disponibles pour l'indicateur 2, soit le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans dont le développement n'accuse pas de retard en matière de santé, d'apprentissage et de bien-être psychosocial. Cependant, la possibilité de comparer les données pose des difficultés si l'on veut tirer des conclusions significatives à partir de cet indicateur. L'échantillon de référence, fondé sur les données de 2011-2014, était constitué de 22 PDP pour lesquels des données étaient disponibles. Dans ces pays, 66 % des enfants de moins de cinq ans n'accusaient pas de retard de développement. Le nouvel échantillon se compose de treize PDP, dont trois seulement figurent dans l'échantillon de référence, ce qui ne permet pas d'établir de comparaison significative. Dans ce groupe, 61 % d'enfants de moins de cinq ans n'accusent pas de retard de développement, mais cela ne peut pas être considéré comme une baisse dans le temps, étant donné que les chiffres proviennent de deux groupes de pays différents. Ceci met en évidence la nécessité de disposer de données plus nombreuses et plus cohérentes pour suivre et améliorer les résultats des enfants.

45. Le taux brut de scolarisation au niveau préscolaire d'un pays donné mesure le nombre d'enfants inscrits dans l'enseignement préscolaire, en pourcentage du nombre d'enfants d'âge préscolaire vivant dans ce pays.

46. UNICEF, « Un monde prêt à apprendre : Accorder la priorité à une éducation préscolaire de qualité ».

47. Les pays partenaires de l'initiative BELDS sont le Ghana, le Lesotho, la République kirghize et Sao Tomé-et-Principe.

VERS L'ÉQUITÉ, L'ÉGALITÉ DES GENRES ET L'INCLUSION DANS L'ACCÈS À L'ÉDUCATION

Les progrès en matière d'équité sont encourageants : un nombre plus important d'enfants achève l'enseignement primaire et le premier cycle du secondaire — respectivement 76,7 % et 51,6 % — et les pays en développement partenaires du GPE atteignent les jalons fixés pour 2018 sur ces deux indicateurs. L'indice d'équité continue à afficher une amélioration régulière de la proportion d'enfants des zones rurales et des zones urbaines, d'enfants parmi les plus pauvres et les plus riches, et de filles et de garçons qui achèvent le premier cycle du secondaire, 46 % des PDP ayant amélioré leurs résultats d'au moins 10 % depuis 2010. Et dans la mesure où la scolarisation préscolaire dans les PDP croît — elle est désormais de 37,9 % —, elle pose les bases pour de meilleurs acquis scolaires et plus équitables, ainsi que pour une réduction du redoublement et de l'abandon scolaire dans les années à venir. Cependant, les progrès sont plus lents en matière de réduction des taux de non-scolarisation et les jalons ne sont pas atteints avec respectivement 19,4 % et 31,8 % pour l'enseignement primaire et le premier cycle du secondaire. De grandes proportions d'enfants n'ont toujours pas accès à l'éducation dans de nombreux pays, en particulier dans les PFC.

D'importantes disparités demeurent, surtout en ce qui concerne les enfants les plus pauvres dont seuls 28 % sont aussi susceptibles que les enfants les plus riches d'achever le premier cycle du secondaire. Les enfants des zones rurales sont eux aussi fortement défavorisés, avec des taux d'achèvement du premier cycle du secondaire de moitié inférieurs à ceux des enfants des zones urbaines, et les filles de nombreux pays sont elles aussi laissées pour compte. Un travail important doit encore être effectué pour réduire toutes les formes de désavantage grâce à des politiques intelligentes et ciblées qui tiennent compte de la façon dont ces facteurs d'exclusion tendent à se combiner, et pour promouvoir l'égalité dans et grâce à l'éducation.

Des approches équitables de la planification et de la mise en œuvre systématique dans le secteur de l'éducation sont tout aussi importantes, y compris l'appui à une allocation plus équitable des enseignants et des systèmes d'information qui rendent possibles l'identification et la prise en compte des enfants les plus défavorisés, comme nous le verrons dans les chapitres suivants. Il sera essentiel de maintenir la dynamique des principaux efforts tels que la planification sectorielle de l'éducation intégrant la notion de genre et le soutien à la qualité des apprentissages des jeunes enfants si l'on veut faire face aux difficultés à venir. Avec une attention soutenue, le partenariat a la possibilité de produire des résultats en ce qui concerne le but stratégique de renforcement de l'équité, de l'égalité des genres et de l'inclusion de tous dans un cycle complet d'éducation de qualité.



BUREAUX

1850 K Street N.W.
Suite 625
Washington D.C., 20006
États-Unis

Avenue Marnix 17
2^{ème} étage
B-1000 Bruxelles
Belgique

ADRESSE POSTALE

Partenariat mondial pour l'éducation
MSN IS6-600
1818 H Street NW
Washington D.C., 20433
États-Unis

www.partenariatmondial.org

FACEBOOK [globalpartnership](https://www.facebook.com/globalpartnership)
TWITTER [gpfeducation](https://twitter.com/gpfeducation)